

## PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement de Bretagne

### Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

#### Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mai 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-018240 relatif au projet de **de sondage de reconnaissance de 150 m de profondeur pour l'alimentation en eau potable d'une brasserie à Concarneau (29)**, déposé par l'entreprise Brasserie de Bretagne, reçu le 19 mai 2026 et considéré complet le 3 juin 2026 ;

**Considérant que** ce projet relève de la catégorie n°« 27. Forage en profondeur » alinéa a) « Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

#### Considérant la nature du projet :

- forage d'eau d'une profondeur de 150 m pour un prélèvement annuel prévisionnel de 15 000m<sup>3</sup> en vue de l'alimentation en eau potable d'une brasserie, en complément du réseau d'eau public.

#### Considérant la localisation de ce projet :

[www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr](http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr)

- sur la commune littorale de Concarneau ;
- parcelle en zone classée 1AUi, zone destinée à recevoir des activités artisanales, industrielles et commerciales incompatibles avec l'habitat, couverte par le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune finistérienne de Concarneau, dont la dernière procédure a été approuvée le 13 novembre 2025 ;
- à 860 m à l'ouest de la prise d'eau de surface du Brunec, considérée comme un périmètre de protection rapprochée (PPR) d'un captage d'eau destiné à la consommation ;
- à 240 m au nord d'un secteur potentiellement vulnérable aux intrusions salines ;
- à 51 m à l'ouest d'une zone humide ;
- à plus de 35 m des réseaux assainissement des eaux usées.

**Considérant que :**

- le projet de forage d'eau sera implanté dans la masse d'eau FRGG005 "Bassin versant de la baie de Concarneau - Aven" et recoupera l'aquifère fissuré semi-profond du socle.
- le projet participe à augmenter la pression sur la ressource en eau à l'échelle du bassin versant, sans toutefois que cette contribution puisse être qualifiée de notable au sens de l'évaluation environnementale, compte tenu des volumes prélevés et du niveau de pression actuel sur la ressource ;
- des mesures de réduction des impacts potentiels du forage sont portées par les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral fixant les dispositions applicables dans le département à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine ;
- le présent projet respectera notamment les règles portées par cet arrêté visant à prévenir les intrusions salines au cours de l'exploitation (suivi de la conductivité lors des essais de pompage et au cours de l'exploitation, maintien du niveau de la nappe au-dessus du niveau de la mer) ;
- la conductivité sera suivie lors des essais de pompage ;
- les eaux de forage pendant les phases de foration seront canalisées au moyen d'un merlon qui sera mis en œuvre spécifiquement pour diriger celles-ci vers un bassin de décantation avant rejet vers le milieu superficiel (noues d'infiltration du site existantes).
- la sécurité sanitaire du forage sera assurée par une cimentation sur 30 m de profondeur, une margelle bétonnée de 3 m<sup>2</sup>, et un couvercle béton cadénassé

**Considérant que** le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **de sondage de reconnaissance de 150 m de profondeur pour l'alimentation en eau potable d'une brasserie à Concarneau (29)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

**Article 2**

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Le prélèvement fera l'objet d'une procédure spécifique ultérieure de déclaration pour le prélèvement au titre du code de l'environnement et d'autorisation pour l'usage « eau potable »

au titre du code de la santé publique.

### **Article 3**

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### **Article 4**

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Madame MESTRES Aurélie  
Le mardi 23 juin 2026